

Nicolas Walder reprend le Territoire mais cède les SIG

GENÈVE Pas de révolution de palais au gouvernement du canton. Le nouveau venu écologiste hérite du département laissé vacant par Antonio Hodgers, délesté de la tutelle sur les Services industriels, qui sont transférés à Delphine Bachmann

THÉO ALLEGREZZA

Deux séances de discussion pour une annonce moins de 48 heures après l'issue du scrutin. A Genève, le Conseil d'Etat a dévoilé hier peu avant midi la répartition des dicastères à la suite de l'élection de Nicolas Walder. L'écologiste reprend le Territoire, le département sur lequel son collègue de parti démissionnaire Antonio Hodgers aura régné durant douze ans. Les Vert-e-s gardent ainsi la main sur l'aménagement, un enjeu clé dans cette ville-canton qu'est Genève. Ils l'avaient revendiqué publiquement. «Je suis très satisfait», réagit Nicolas Walder.

Cela étant, ce vaste département de plus d'un millier de collaborateurs ne sera pas remis «tel quel» au nouvel arrivant. La politique publique de l'énergie est transférée vers le Département de l'économie et de l'emploi (DEE), dirigé par la centriste Delphine Bachmann. «Un secteur clé pour l'économie et ses conditions-cadres, dont l'enjeu est de garantir la sécurité et la diversité de l'approvisionnement énergétique», fait valoir le communiqué de presse, selon qui «ce transfert fait également sens avec la stratégie économique» présentée en août.

Rééquilibrage aux SIG

De taille modeste, le DEE se voit agrémenter de l'Office cantonal de l'énergie, mais aussi de la tutelle des Services industriels de Genève (SIG), qui font face à une succession de crises ces dernières années. Une manière de rééquilibrer la gouvernance de l'institution. La régie publique fait régulièrement l'objet de critiques pour être devenue l'apanage des Vert-e-s depuis que l'ex-conseiller d'Etat écologiste Robert Cramer a pris la tête du conseil d'administration en 2023. «Il fallait un certain rééquilibrage», reconnaît Nicolas Walder. «Mon rôle sera de mettre en œuvre les actions qui s'imposent pour restaurer la confiance», réagit pour sa part Delphine Bachmann.

Pour le reste, le périmètre du DT reste inchangé. Il continuera de piloter plusieurs politiques publiques: l'aménagement, le logement, le patrimoine, l'environnement et même l'agriculture, que certains envoyaient déjà au DEE afin de permettre à sa ministre centriste de renouer avec un monde paysan qui a largement voté pour l'UDC Lionel Dugerdil lors de l'élection complémentaire.

L'Office cantonal des bâtiments, chargé de la gestion et de l'entretien de l'imposant parc immobilier de l'Etat, demeure également dans la structure du DT. Tout comme les prérogatives liées au Grand Genève, qui semblaient pourtant promises à Pierre



«Il fallait un certain rééquilibrage»

NICOLAS WALDER, ÉLU AU CONSEIL D'ETAT GENEVOIS

Maudet. «La stabilité et l'équilibre des politiques publiques ont été au cœur des échanges», relève encore le Conseil d'Etat.

Deux anciens et c'est tout

Aucun des ministres en poste n'a donc souhaité «changer d'air». Ils en auraient eu la possibilité en faisant jouer leur ancienneté, critère important sinon décisif dans la discussion informelle sur la répartition des dicastères. Mais un revirement à mi-législature comporte sa part de risque. Exception faite de la PLR Nathalie Fontanet (Finances) et du socialiste Thierry Apothéloz (Cohésion sociale), tous les conseillers d'Etat n'ont découvert leur département qu'en 2023.

Des velléités de changement ont été prêtées à ceux qui ont connu un début de législature compliqué: la PLR Anne Hiltbold au Département de l'instruction publique (DIP) et la socialiste Carole-Anne Kast à la Sécurité. Mais ces deux-là ont manifestement décidé d'«assumer» leur rôle, comme le pronostiquait lundi le président du PS genevois, Thomas Wenger, à propos de sa magistrate.

A la tête du Département des institutions et du numérique (DIN), Carole-Anne Kast devra s'atteler à ramener un peu de sérénité au sein de l'Office cantonal de la détention, en proie à des crises successives. Elle devra aussi répondre aux critiques qui montent après plusieurs interventions contestées de la police. Quant à Anne Hiltbold, elle a lancé d'importantes réformes aux différents échelons du DIP (l'horaire continu à l'école primaire, neuvième année hétérogène au cycle d'orientation, nouvelle mouture de la maturité gymnasiale). Il s'agira de les mettre en œuvre.

L'arrivée d'un nouveau membre permettra-t-elle d'insuffler une nouvelle dynamique bienvenue à ce Conseil d'Etat? Un premier obstacle se présente dès cet automne: faire adopter avant la fin de l'année le budget 2026, déficitaire de 400 millions de francs à ce stade. Second obstacle: mettre sur pied un plan d'économies. Le gouvernement s'y est engagé pour le printemps 2026. ■